

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant changement d'affectation sans changement de résidence

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre Ier du livre V de la partie législative ;
Vu la demande de l'intéressé[e],

Arrêt[e] :

- Article 1er** : L'affectation de [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade], [Echelon], est modifiée dans les conditions suivantes :
- Date d'effet : [...]
 - Affectation administrative : [...]
 - Commune de l'affectation administrative : [...]
 - Affectation opérationnelle : [...]
 - Commune de l'affectation opérationnelle : [...]
 - Fonctions : [...]
 - Spécialité : [...]
- Article 2** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 3** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]